

1939-1945

Parcours de la mémoire en Ile de France soixante ans (et plus) après



L'Île de la Cité

Notre association, comme la Libération, a 60 ans. C'est à la mi-décembre que Mathilde, veuve de Gabriel Péri, et Etienne Legros, père de Lucien, un des cinq lycéens du lycée Buffon (fusillés le 8 février 1943 à Balard), la fondèrent officiellement.

Nous avons donc formé le projet d'un parcours de mémoire en relation avec cet anniversaire, un parcours partant du «carré des fusillés» d'Ivry (le 9 octobre) aboutissant Place des 5 martyrs du lycée Buffon (derrière la gare Montparnasse) en passant par l'Île de la Cité, le Mont Valérien, la Cascade du Bois de Boulogne et la prison de la Santé (le 10 octobre).

Le dimanche 10 octobre, notre autocar nous attendait devant le **mémorial de la déportation**, à l'extrémité de l'Île de la Cité. Notre groupe déposa des fleurs et se recueillit; parmi nous il y avait d'anciennes déportées-résistantes, Annette, Suzanne...



Rappelons que la déportation nazie, alimentée et relayée par le régime de Pétain, visa à la fois les « races inférieures » (en particulier les juifs et les tziganes) et les « terroristes » (c'est à dire les Résistants, français ou non, arrêtés en France).

Deux exemples parmi d'autres:

Le 6 juillet 1942, convoi dit des « 45000 »¹, pour Auschwitz, formé de 1000 Résistants otages (119 survivants);

Les 16-17 juillet 1942, grande rafle antijuive du Vel'd'hiv' à Paris, préparée par les nazis, exécutée par la police de Pétain (secrétaire général Bousquet) : 3031 hommes, 5802 femmes, 4051 enfants. Les nazis n'exigeaient pas les enfants, le régime de Vichy les leur fournit « pour ne pas séparer les familles »! Moins de 3% de survivants...

¹ En référence au matricule des Déportés

De l'Île de la Cité au Mont Valérien.

En roulant, comment ne pas évoquer la répression et ses lieux, ses acteurs et ses cibles?

La préfecture de police, avec ses «brigades spéciales» des «renseignements généraux» si terriblement efficaces.

Les Allemands trouvèrent, en juin 1940, déjà constituées, les «brigades spéciales» des «renseignements généraux» (sis à la préfecture de police).

Daladier les avaient constituées fin août 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, pour faire la chasse aux communistes, les parquer dans des camps et les désigner plus tard comme otages...

L'efficacité des «B.S.» fut telle qu'elle valut à ses chefs (à Paris : les sinistres commissaires David, Rottée ; à Bordeaux : Poinsot, etc...) les félicitations de Himmler, chef des «S.S.»

Sur 30.000 arrestations opérées entre janvier et septembre 1943, trois quarts sont dus à la police de Vichy dirigée par le ministre Pucheu, elle avait à sa disposition des listes des grévistes de 1937 à 1939!...



Maître Georges Pitard



Maître Michel Rolnikas

Le palais de justice avec ses tristement célèbres «sections spéciales» aux verdicts sans appel et aux magistrats à la botte de leurs maîtres : l'occupant, Pétain, Laval, Darnand.

Elles sont à la «justice» de Pétain ce que sont les « Brigades Spéciales » à la police.

Ce tribunal d'Etat est instauré le 23 août 1941 (trois jours après l'attentat de Fabien au métro Barbès), mais sa création antidatée au 14 août pour sauvegarder les apparences de la sérénité de la justice.

Dès le 27 août, ces sections spéciales fonctionnent, présidées par le magistrat Benon.

Elles «jugent» sans appel, sans preuves, sans avocats même, puisque ceux d'entre eux qui défendent les premiers condamnés et guillotins : Bastard, Brechet et Trzebucki, à la prison de la Santé, sont arrêtés à leur tour, condamnés à mort et guillotins pour les avoir défendus.

Ainsi les avocats Maîtres Hadje, Pitard et Rolnikas sont fusillés au Mont-Valérien.

Quelques magistrats, écœurés, devinrent dès lors des Résistants au sein du Front National² de la Magistrature.

Beaucoup d'autres magistrats, hélas, jurèrent obéissance au Maréchal et firent carrière... Peu furent inquiétés à la Libération! (Voir le film d'Yves Boisset «section spéciale»).

Enfin, l'île de la Cité c'est aussi, au 36 quai des orfèvres, la **Police Judiciaire**. La PJ, dont les locaux, après 1940, abritent le «**service spécial des affaires juives**». Les nazis l'exigeaient.

Avec le commissaire Permilieux à sa tête, ce « service spécial » exploite avec zèle les milliers de lettres anonymes, de délations...

On fournit les camps de la mort et les convois. Le 13 février 1943, les nazis prévoient un convoi de 1000 juifs pour Auschwitz, les commissaires Jean François et André Tulard en ajoutent 1518, réputés « apatrides »!

Notre itinéraire - sur l'axe est-ouest de la rue de Rivoli puis les Champs-Élysées et l'avenue de la Grande Armée - nous fait passer à proximité des sites de la **Cour Martiale Allemande**, (1 rue de Castiglione ou 11 rue Boissy d'Anglas).

C'est ce « tribunal » entièrement allemand qui condamna les « 7 » du palais Bourbon, les « 27 » de la maison de la Chimie, les « 33 » de l'hôtel Continental, tous en 1942, et, plus tard, en 1944, ceux du « groupe Manouchian »...



« Les 7 » du Palais Bourbon



Affiche annonçant l'exécution
« des 7 du Palais Bourbon »

On passe aussi près du **siège de la Gestapo**, au 11 rue des Saussaies, dont beaucoup ne revinrent pas vivants des tortures infligées...

² Le « Front National de lutte pour l'Indépendance de la France » (« Front National ») est fondé en mai 1941 par le PCF clandestin. Ouvert à tous ceux qui veulent combattre l'occupant et Vichy en France même, il est structuré par catégorie professionnelle, dans un but de plus grande efficacité : Jeunes, Etudiants, Enseignants, Magistrats, Artistes, etc... rien à voir donc avec l'actuel « FN » de M. Le Pen.

Le Mont-Valérien

Aucun parcours de mémoire, aucun hommage à la Résistance et aux Résistants ne peut esquiver ce haut lieu du martyre, surtout pas nous, bien sûr. D'abord parce que le Mont-Valérien symbolise tous les lieux de France où l'on a fusillé, ensuite parce qu'effectivement c'est à cet endroit, à l'écart de Paris et du public, que les nazis ont fusillé le plus. Bien sûr, il ne faut oublier, ce faisant, aucun des autres lieux, petits ou grands, ni de la région parisienne (Balard, fort de Vincennes, bois de Verrières...), ni de province (Belle-Beille, Biard, Bondues, Châteaubriant, Le Ruchard, Montluc, Souge...).

A l'origine le fort est construit à partir de 1841, sur une butte, lieu de pèlerinage d'où l'on dominait toute la capitale.

A partir de Puteaux, en traversant Suresnes, la montée des camions bâchés, avec les suppliciés, empruntait la voie des anciens pèlerins. Ces camions, venaient, avec leur sinistre cargaison, des divers lieux de détention où les condamnés étaient en attente : Fresnes, la Santé, le Cherche-Midi entre autres. On a fusillé ici jusque début juin 1944 (après, l'itinéraire présentait trop de risques pour les convois...).



Devant la chapelle



Devant l'ancienne écurie où étaient entravés les condamnés



Nous nous recueillons devant la «Cloche-Mémorial», inaugurée le 23 Septembre 2003, sur les flancs de laquelle figurent, en relief, les noms et prénoms de 1006 fusillés identifiés de ce haut lieu.

Nous passons par la «clairière» où étaient les poteaux.

La plaque couchée sur le sol mentionne «4500 fusillés» en ce lieu. En fait, on n'en connaîtra vraisemblablement jamais le nombre exact et il faudra se contenter d'un ordre de grandeur :

- parce que les Allemands ne fournissaient pas tous les noms et faisaient, selon les circonstances contradictoires de la politique officielle de «collaboration» scellée à Montoire³ en octobre 1940, disparaître des corps (au crématoire du Père Lachaise);
- parce que l'on se fonde, pour une estimation recevable, sur les carnets de l'Abbé Franz Stock, aumônier allemand affecté à la place et qui parle de «plusieurs milliers» de fusillés : « un nombre de quatre chiffres et pas le plus petit » estime-t-il.

De toute façon, l'Histoire aura retenu ce haut lieu de martyre comme porteur d'une signification symbolique valant pour tout le pays.

C'est aussi pourquoi le Mont-Valérien fut le lieu choisi pour rendre hommage, par le dispositif érigé sur l'esplanade, à la «France combattante». Celui-ci fut décidé le 6 novembre 1945, mais inauguré seulement quinze ans plus tard, le 18 juin 1960, par le Général De Gaulle.



Mais depuis, ce dispositif, grandiose précisément par son emplacement et par son envergure, laissa dans l'anonymat, l'oubli ou l'ignorance, les lieux mêmes où ces milliers de Résistants de l'intérieur avaient sacrifié leur vie, sans attendre le jour «J»...



³ Montoire, ville du Loir et Cher où Pétain a rencontré Hitler et défini la politique de coopération (« collaboration ») avec l'Occupant

Ce n'est qu'en 1997 que le Sénateur Robert Badinter fit voter, à l'unanimité, une loi instaurant enfin un monument commémoratif intra-muros, là-même où les suppliciés furent parqués, avant d'être fusillés, dans la clairière en contrebas.

Une commission, formée dès 1998, réunissant diverses associations dont la nôtre, travailla pour définir le sens du monument, puis pour retenir, parmi plusieurs, le projet du plasticien Pascal Convert, qui fut prêt et installé en avril 2002, mais attendit sous une bâche, d'être enfin inauguré le 23 septembre 2003, non par le Président de la République (comme le souhaitait la commission unanime) mais par le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin.

Vous avez tous pu lire dans nos colonnes le compte-rendu détaillé de cette cérémonie, émouvante malgré une organisation très lacunaire.

Vous avez pu aussi, le cas échéant, visionner le film de Pascal Convert «*Mont-Valérien aux noms des fusillés*» qui n'est pas un film de commande mais l'œuvre personnelle d'un artiste, qui au travers de la réalisation de son œuvre -la cloche de bronze, avec les noms en relief des martyrs identifiés - s'interroge sur le sens de ce monument, sur le long oubli des lieux qui l'a précédé près de 60 ans, et qui donne la parole à tous les membres de la commission et à quelques familles de fusillés, sans oublier monsieur Badinter lui-même.

Ces lieux parlent d'eux-mêmes : la clairière, la chapelle, l'ancienne écurie, le chemin ultime...



En sortant, autour de la flamme - celle de la Résistance, celle qui ne s'est jamais éteinte, ni en ce lieu ni en d'autres - lecture est donnée du texte ci-dessous, de Marcelle, sœur de Georges DUDACH, fusillé ici le 23 mai 1942, à 28 ans. Elle même déportée-résistante, se rend en 1977, pour l'Amicale de Ravensbruck et son journal "Résurrection", sur les lieux de l'assassinat de son frère et de tant d'autres . . .



Pour "RESURRECTION" je suis allée au MONT- VALÉRIEN.

Et je me disais : "Demain, je referai le chemin de Georges".

Et ce n'était pas vrai. Même si j'ai marché sur la terre où, une dernière fois, a marché mon frère.

Je n'ai pas refait son chemin.

*Le mien était chemin de vie, chemin d'espoir à cause de "RESURRECTION".
A cause de Paulette qui me donnait la main. Et dans nos mains unies battait le sang, toujours vivant, de tous les cœurs troués, de tous les cœurs assassinés.*

Je n'ai pas refait le chemin de Georges, ni de tous les autres fusillés. C'était un chemin où la mort était déjà dans leur vie, dans leurs pas et ils marchaient quand même. Vaillamment ou trébuchant. Criant "Vive la France" ou simplement "Maman". Les yeux pleins de larmes ou pleins de rayonnement.

Je n'ai pas refait le chemin de Georges.

Je n'allais pas vers son supplice.

Même si je me suis arrêtée dans la chapelle.

Dans la chapelle, je n'avais pas à écrire un dernier message, ni mon désir de vivre. Je n'avais pas besoin de crier mon courage, ni ma peur. Je n'avais pas à dire ma fierté d'être communiste ou chrétien. Ni ma fidélité à mon pays. Ni ma confiance en la victoire. Ni à traduire ma foi en l'homme ou ma foi en Dieu.

Le temps a effacé, atténué tous les adieux des hommes, tous les adieux d'enfants mais les murs sont toujours là. Témoins.

Comme la clairière où les arbres se sont élevés plus haut, où les lierres pendent en grands lambeaux pour protéger la terre que les barbares hitlériens ont imbibée de sang.

Comme nous sommes toujours là. Comme des murs. Comme des arbres. Comme des lierres. Que rien ne pourra abattre, ni arracher, ni faire taire.

Je n'ai pas refait le chemin de mai où Georges marchait pour ma liberté.

Où des milliers marchèrent pour notre liberté.

Avec leur liberté assassinée.

*Mais la liberté assassinée c'est "RESURRECTION" qui la rappellera au MONT VALERIEEN.
Pour la LIBERTE.*

*Qui la rappellera à CHATEAUBRIANT. A ORADOUR.
Qui la rappellera sur tous les chemins. A tous les carrefours.*

*"RESURRECTION", la Rose des Déportées de Ravensbrück, c'est
notre lutte pour la LIBERTE. LA LIBERTE qu'il ne faut plus laisser assassiner.*

Pour "RESURRECTION" j'ai marché sur la terre où, une dernière fois, a marché mon frère.

*DUDACH Marcelle, sœur de Georges.
2 mars 1977.*

La «Cascade du Bois de Boulogne»

La cascade du Bois de Boulogne est en contrebas du Mont-Valérien, près du champ de courses et du moulin de Longchamp. Ici furent massacrés, le 16 août 1944, 35 jeunes Résistants attirés dans un guet-apens (7 autres du groupe périrent rue Leroux).



Nous sommes le 16 août 1944 : Orléans se libère, Paris est en insurrection depuis le 10 : grève insurrectionnelle des cheminots, puis des P.T.T., des métallos, etc..... puis des gendarmes (13 août), puis des policiers parisiens (15 août). Tout cela converge vers la grève générale (18 août) et l'appel du C.P.L.⁴ et des F.F.I.⁵ à l'insurrection (19 août).

Plusieurs groupes de jeunes combattants cherchent donc des armes et se sont donné rendez-vous pour le 16 août, Porte Maillot et à proximité. Il s'agit, par l'intermédiaire d'un agent de l'Intelligence Service⁶ (Charles Porel ou Marcheret), d'y recevoir des armes venues de Londres. Le "tuyau" a été communiqué par des Jeunes Combattants Chrétiens (J.C.C.) à des jeunes FFI-FTP⁷ de Chelles (77), d'autres de Draveil (91) et à un groupe de jeunes de l'O.C.M. (Organisation Civile et Militaire). Par diverses manœuvres, les trois groupes sont réunis en un seul camion qui se rend près des Ternes (Paris 17^{ème}), "là où sont les armes". Le camion entre dans le garage, 11 bis. Passage Doisy. On ferme le portail et, avec lui, le piège :

"Porel-Marcheret" n'appartenait pas à I.S. britannique mais à l'Abwehr⁸ (il avait même, sous son vrai nom de Karl Rehbein, servi Franco en Espagne, puis, en France, dans les camps de réfugiés républicains espagnols ; à Marseille, à Toulon. A Paris il avait fait arrêter de nombreux cadres de "Armée Juive".

C'est la Gestapo qui est au rendez-vous et qui, sans peine, "cueille" les jeunes gens.... .

⁴ C.P.L. Comité Parisien de Libération

⁵ F.F.I. Forces Françaises de l'Intérieur

⁶ Intelligence Service services secrets britanniques

⁷ FFI-FTP : Forces Françaises de L'Intérieur Francs-Tireurs et Partisans

⁸ Abwehr : services secrets allemands

Les 42 seront finalement assassinés sur deux sites :

- 7, au 10 rue Leroux (une plaque rappelle leurs noms),
- 35, au Bois de Boulogne (réservé aux occupants pendant la guerre, donc à l'abri des regards), fusillés à la mitrailleuse un par un à leur sortie du camion et laissés là - où des habitants (alertés par la fusillade) les découvrirent le 17 août.



On arrêta les assassins : ils déclarèrent aux juges n'avoir fait qu'obéir aux ordres du Commandant du "Gross-Paris", le *général Von Choltitz*, parfois présenté comme le "sauveur" de notre capitale... et qui, en fait, s'était déjà illustré par de semblables actes de barbarie à Paris même, en banlieue et, antérieurement, à Sébastopol et sur le Front de l'Est.



FR3-PIC interroge César Covo, ancien FTP et ancien Brigadiste d'Espagne.



Chêne portant les traces de la fusillade des 35 résistants assassinés le 16 août 1944.



Annette Pierrain, ancienne résistante déportée, veuve de fusillé.



Susanne Plisson-Pelleau, ancienne résistante déportée sœur de fusillé.



De la CASCADE à la PRISON de la SANTE

Chemin faisant, nous évoquons différents lieux de Résistance ou de souffrances ; **93 rue Lauriston** ; **48 rue Paul Valéry**. Rue de la Pompe : **le lycée Janson de Sailly**

Il y a, dans ce lycée très bourgeois de Paris, un professeur, Edmond Lablenie, co-fondateur du Front National Universitaire (dès l'automne 1940). Avec son élève Jacques Drucker, il rédige et diffuse "Notre droit", une feuille ronéotypée où l'on peut lire : "Un véritable Aryen doit être blond comme Hitler, grand comme Goebbels, jeune comme Pétain et honnête comme Laval".

Ils avaient même envisagé d'enlever Abel Bonnard, "leur" ministre.. .

Après le 6 juin 1944, une rumeur circule : on va interdire aux jeunes de sortir de Paris. Alors, sans attendre, 12 élèves du lycée partent à vélo pour la Sologne et s'installent tellement discrètement, dans un château connu de l'un d'eux, que la Gestapo les repère, les prend pour des "terroristes" et les fusille le 11 juin, dans le village de Marcilly-en-Villette (Loiret).

Le plus âgé avait 20 ans...

Place Victor Hugo

Une plaque est dédiée à Jacques Arthuys, mort en déportation, et fondateur de l'O.C.M⁹. qui, à ses débuts, regroupe des maréchalistes antihitlériens (lui-même admire Mussolini.....).

Arrêté le 20 décembre 1941, il cède sa place à Bloch-Mascart, futur membre du C.P.L. (Comité Parisien de Libération).

31, rue Duret : André Kirschen

La rue Duret prolonge la rue de la Pompe au-delà de l'avenue Foch. C'est au n° 31 de cette rue qu'habite la famille Kirschen. Baruch Kirschen sera fusillé, à 21 ans, comme otage, au Mont Valérien, le 11 août 1942, en même temps que son père de 64 ans. A l'annonce de leur arrestation, en 1941, André (15 ans) rejoint le groupe des Jeunesses Communistes (les "Bataillons de la Jeunesse") dirigé par Pierre Tourrette et Bernard Laurent :le 6 septembre 1941, le groupe abat un officier allemand : c'est André qui a tiré.

⁹ OCM : Organisation Civile et Militaire

En mars 1942, le groupe tombe entre les griffes de David et des Brigades Spéciales. Ils sont livrés aux nazis qui les torturent puis les "jugent" au "Procès de la Maison de la Chimie" (avril 1942).

La plupart sont fusillés au Mont-Valérien, Simone Schloss sera décapitée à Stuttgart, André Kirschen écope de 10 ans de prison en Allemagne, vu son âge. Il s'était, lui, fait prendre après l'échec d'un attentat à la salle Wagram lors d'une "exposition antibolchevique". Les B.S. puis la Gestapo le torturèrent, cinq jours et cinq nuits...



27 accusés
24 mis à mort

93, rue Lauriston : Bony-Lafont

Le 16ème est un arrondissement prisé des nazis et des pétainistes :
on torture au **72-86 avenue Foch** (avec René Launay et autres collabos),
on torture au **14 rue Leroux** (de nos jours le 10).
on torture aussi au **93 rue Lauriston**, repaire de la Gestapo française et de l'équipe de Bony-Lafont :

En 1941, un truand, Henri Chamberlin (alias "Lafont"), enrichi par le marché noir, obtient des S.S. la libération et la mise à sa disposition d'une quarantaine d'autres truands. L'ensemble s'installe au 93 rue Lauriston où Lafont s'adjoit, comme homme à tout faire, un escroc parisien, Pierre Bony, ex-inspecteur de la Sûreté, compromis dans divers scandales politico-financiers de la IIIème République¹⁰.

Le repaire de la "bande Bony-Lafont" est surnommé "La Carlingue": dans les caves, on y torture à mort les Résistants arrêtés, d'autant plus aisément que Bony a gardé des fichiers de grévistes de 1934 à 1939....

Fin 1941, début 1942, "Bony-Lafont" règnent, de fait, sur les Brigades Spéciales de David et autres Rottée.

48, rue Paul Valéry : Carbone et Spirito

Derrière la rue Leroux (qui lui est parallèle). Au 48, à partir de l'été 1942, se tient une autre filiale de gangsters supplétifs de la Gestapo : la bande à Carbone et Spirito.

Leurs spécialités : enlèvements, tortures, assassinats. Ils sont payés à l'affaire: enlèvement et assassinat ordinaires valent 10 000 F; pour une personnalité enlèvement : 30 000 F, assassinat : à négocier.

Exemple : le pétainiste Eugène Deloncle, créateur en 1940 du "Mouvement Social Révolutionnaire" est devenu, en 1944, gênant. Sa liquidation rapporte 300.000 F à Carbone et Spirito.

¹⁰ en particulier « l'Affaire Stavisky ».

La prison de la Santé.

La prison de la Santé forme un quadrilatère cerné de hauts murs. Sur l'un d'eux, à l'angle des rues "Jean Dolent" et "de la Santé" est apposée une plaque en hommage aux patriotes assassinés (guillotins, fusillés...) ici même.



C'est l'occasion de parler de la prison de Fresnes et de celles du Cherche-Midi, de la Petite-Roquette (disparue mais d'où partirent plus de 4000 détenues pour les camps). Et, bien sûr, on n'oublie pas la multitude des lieux d'incarcération dans cet Etat-prison qu'occupaient les nazis et Vichy : Eysses, Loos, le Hâ, Fontevrault, Caen, Clairvaux, Compiègne sont quelques noms parmi bien d'autres.....

L'occasion est aussi donnée de lire une des dernières lettres (mesurant 6 centimètres sur 12, roulée, jetée par dessus le mur du camp de Compiègne, acheminée jusqu'à Paris et remise en main propre à sa famille. Cela aussi était le « travail » de la Résistance) du Résistant-métallo, syndicaliste C.G.T. clandestin, Henri Gautier¹¹, écrite avant sa déportation à Mauthausen (Kommando de Gusen II) d'où il ne revint pas. Il était le père, alors, de la petite Michèle (9 ans).

¹¹ Henri Gautier : arrêté le 5 octobre 1940 à Paris, interné à Aincourt, Poissy et Chateaubriant où après la fusillade « des 27 » (octobre 1941) il réunit ses camarades de captivité, fit l'appel aux morts et exhorta ses compagnons- devant les gendarmes et les Allemands- à chanter la Marseillaise.

Il s'évada de ce camp.

Arrêté à nouveau en octobre 1942, il fut dirigé sur les camps de Fresnes et Compiègne (d'où il écrivit cette lettre relatant les tortures qu'il venait de subir). Il est déporté à Mauthausen (Gusen II) et Auswitch (Jawischowitz-Monowitz) où il disparaît.



Nous fleurissons la plaque mais ne pouvons trop stationner : notre car arrêté (et il s'appelle "Top-Evasion" !) suscite l'inquiétude de policiers en patrouille et de deux gardiens accourus. Rapidement, tout s'arrange et nous partons plus loin, libres...



La prison de la Santé est une prison politique au cœur de Paris occupé ; dès le mois d'avril 1940 - donc avant la capitulation - 44 responsables parisiens de la C.G.T. et membres du P.C.F y sont internés en représailles du pacte germano-soviétique après avoir été arrêtés par la B.S. créée par Daladier.

Contrairement aux prisons de Fresnes ou du Cherche-Midi, la Santé reste, elle, sous administration française, sauf le "quartier bas" réquisitionné par les occupants (1°, 2°, 3°, 4°, 6° divisions). Les "politiques" sont au "quartier haut" et leur nombre grossit au fil des mois et des événements : faite pour 1000 détenus, elle en compte 4 634 en été 1944..... .

A noter toutefois que la première prison de la Zone Nord, placée sous commandement allemand, est celle de Fresnes.... .

- Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1940, 300 militants communistes, sont arrêtés par la Brigade Spéciale. L'un d'entre eux, Serge Turotte (père de 5 enfants), mourra de faim, oublié dans sa cellule ;
- Puis c'est Paul Langevin, fin octobre, et des manifestants (souvent étudiants) du 11 novembre 1940 ;
- Puis Gabriel PERI, arrêté le 20 mai 1941.

Tous ces détenus constituent un "vivier" dans lequel les nazis et Vichy puisent les otages dès l'été 1941. Ainsi sont guillotins dans la cour de la Santé, le 28 août 1941, Bréchet, Bastard et Trzebucki, après le coup de Fabien à Barbès (le 21 août); puis, le 20 septembre, Guyot, Woog et Catelas car les nazis exigeaient six otages ; tous les 6 "jugés" par la Section Spéciale.



Gabriel Péri – député d'Argenteuil.



Jean Catelas – député de la Somme.

Dans les cellules règnent la faim, la saleté, la peur, le froid : pas de quoi se laver, s'asseoir, se couvrir, on ne reçoit guère de colis.

7 h réveil et balayage
7 h 30 le "café", de l'eau plus ou moins noirâtre
10 h 30 une sorte de pain
11 h une sorte de soupe
12 h-13 h les surveillants déjeunent, les détenus se "téléphonent", par les cuvettes des WC (la voix passe par les tuyaux), ou bien hurlent en apprenant la mort d'un proche : une femme, par exemple, qui avait parlé pour sauver son mari et qui apprend qu'il fait partie d'un groupe de 14 fusillés.

On se tient en éveil : par exemple, le 23 juillet 1942, quelqu'un chante : "Le sang de nos frères réclame la vengeance, plus rien n'arrêtera la colère des masses". C'est un signal, celui que la guillotine est installée et va fonctionner pour 3 patriotes Lefébure, Meunier et Delmas ; chaque fois, la "Marseillaise" retentit derrière les barreaux, en hommage.

A partir du 15 septembre 1943, Laval transfère l'administration pénitentiaire (dont relève la Santé) de la Justice à la Milice de Darnand (officiellement au « Secrétariat d'État au maintien de l'ordre », preuve des progrès de la Résistance). André Baillet est le Directeur de l'Administration Pénitentiaire, début 1944. Le 20 janvier 1944, un décret-loi crée des "Cours martiales" de trois personnes, dont Joseph Maret, qui préside et qui, de janvier à août 1944, condamne à mort plus de 110 détenus.

Par exemple, la nuit du 30 avril 1944, ce Maret se fait ouvrir les portes de la Santé par son directeur Jean Farge, pour y juger sur place 37 Résistants arrêtés dans l'Aude, sans avocats, sans témoins..... Dès 5 h 30, neuf d'entre eux sont fusillés.

Le 7 juillet 1944, l'ex-ministre de l'Intérieur du Front Populaire, Georges Mandel, est mis à l'isolement : l'ordre de Baillet est de ne le remettre qu'à des Miliciens dûment identifiés qui se présentent trois heures plus tard, dirigés par Max Knipping, le délégué général de la Milice en Zone Nord. Mandel est poussé dans une voiture : une heure plus tard, le milicien Mansuy l'abat d'une rafale de mitrailleuse en forêt de Fontainebleau.....



Georges Mandel
Ancien ministre du Front Populaire

Une semaine après, c'est le 14 juillet 1944, la révolte couve chez les "droits communs" qui ont appris la nouvelle du débarquement et de la progression des Alliés. De leur côté, les 464 politiques du "quartier haut" veulent fêter à leur façon la fête nationale ; ils ont depuis des semaines confectionné trois banderoles avec des symboles de la République, des drapeaux français, des croix de Lorraine et, vers 16 heures, ils les brandissent hors des murs de leur quartier, en chantant "la Marseillaise".

Le même jour, à 22 heures, des droits communs des 2^{ème} et 3^{ème} étages des 9^{ème} et 12^{ème} sections déclenchent une mutinerie - que les politiques jugent aventuriste, propice aux représailles et qu'ils ne relaient pas.

Le Préfet de Police Bussièrre ne sait trop que faire mais Baillet, lui, demande aux S.S. des renforts. Les S.S. veulent fusiller 1 détenu tous les 10; Bussièrre s'interpose comptant sur la lassitude des mutins.

Et soudain, alors qu'un calme relatif est revenu, éclate une "Internationale" que tous reprennent, plus ou moins bien...

C'est la fin de la révolte. Mais à 6 h 30, le lendemain 15 juillet les Miliciens de Bassompierre¹² arrivent dans la prison. De 13 à 17h la Cour Martiale, installée dans le bureau du directeur absent, condamne à mort 28 mutins.

A 18 h 30, ils sont fusillés le long du mur de la Santé qui borde la rue Jean Dolent.

¹² Jean Bassompierre (1914-1948) : « Camelot du Roy », secrétaire général de la Légion Française des Combattants, il est le bras droit de Joseph Darnand qui en fait, en zone nord, un inspecteur général de la Milice, début 1944. Membre de la Légion des Volontaires Français (LVF) puis de la « Division Charlemagne », il est pris par les Russes mais s'évade et gagne l'Italie. A la fin de la guerre il y est arrêté.

Place des cinq martyrs du lycée Buffon et alentours

Cette «place» (plutôt un emplacement) est dédiée aux cinq lycéens du lycée Buffon (Paris 15^{ème}, nous passons devant) : Arthus, Baudry, Benoit, Grelot et Legros, tous fusillés le 8 février 1943 à «Balard». Le père de Lucien Legros fut, avec Mathilde Gabriel-Péri, le co-fondateur de notre association.



Au lycée Buffon le 20 avril 1942, on apprend l'arrestation (le 2) pour "terrorisme" du professeur Raymond Burgard. Cet historien avait fondé, dès septembre 1940, le mouvement "VALMY" avec quelques amis. Une antenne du « F.N. de la Jeunesse » est constituée. Dans la cour, des manifestations avec "Marseillaise" éclatent pour sa libération parmi les élèves. Cinq d'entre eux décident d'aller plus loin et d'agir contre les nazis :

Jean Arthus, l'aîné, a 20 ans, les autres un peu moins (Jacques Baudry 17, Pierre Benoit 17, Pierre Grelot 19, Lucien Legros 18).

Ils ont quelques grenades, qu'ils lancent sur la vedette "La Vega" amarrée quai de Tokyo¹³, pendant la réception donnée à son bord par le Commandant en chef de la Kriegsmarine en France....

¹³ Aujourd'hui quai des États Unis.

Deux mois plus tard, la Brigade Spéciale les arrête (sauf Benoit) et les incarcère à la Santé (3-4 juin 1942); puis, les attentats des F.T.P.-M.O.I.¹⁴. (surtout du détachement juif) se multipliant, la police arrête les parents en août (sauf ceux, absents de Paris, de Jacques Baudry). Le 22 août, à son tour, Pierre Benoit tombe (gare St Lazare), est livré à la Gestapo et rejoint les autres à la Santé.

Ensemble, ils comparaissent le 15 octobre 1942 devant le Tribunal Militaire de la Luftwaffe, au 11, rue Boissy d'Anglas.

C'est à "Balard" qu'ils sont fusillés le 8 février 1943. Monsieur Burgard sera, lui, décapité à Cologne le 15 juin 1944.

Pas loin d'ici, au 11, rue de Plaisance (au métro Pernety), était la "planque" de Missak et Mélinée Manouchian.

Missak avait, en juillet 1943, succédé à Boris Holban comme commissaire aux opérations des F.T.P.-M.O.I. d'Île de France, sous les ordres du Colonel Gilles (Joseph Epstein, ancien d'Espagne), dans des conditions un peu troubles ressemblant, pour Holban, à un désaveu car il renâclait à pousser les feux de la guérilla à Paris, vu les pertes énormes de 1942-43. (A cette période, les policiers des B.S. de David et Rottée sont plus nombreux que les Résistants FTP qu'ils recherchent...).



Colonel Gilles (Joseph Epstein)



« L'Affiche Rouge »

Missak et Gilles devaient se rencontrer à la gare d'Evry Petit-Bourg le 16 novembre 1943 : ils le firent, mais la police aussi était là. Quelqu'un qui connaissait ce rendez-vous, (il y en avait peu...) l'avait prévenue..... Qui ? Mystère, et soupçons..... .

On connaît la suite : "l'Affiche Rouge" et les 22 fusillés F.T.P.-M.O.I. du 21 février 1944 (plus Olga Bancic, décapitée à Stuttgart le 10 mai 1944, jour de ses 32 ans).

Enfin, c'est ici même qu'est signé le 25 août 1944 l'acte de reddition des troupes allemandes de Paris, par le général Von Choltitz, devant ses vainqueurs le Général Leclerc et le Colonel Rol-Tanguy.

¹⁴ FTP-MOI Francs-Tireurs et Partisans Main d'Oeuvre Immigrée (FTP d'origines étrangères diverses)

Depuis le 5 juin 1944 (veille du débarquement en Normandie), Henri Tanguy est commandant des F.F.I. (l'armée de la Résistance intérieure du C.N.R¹⁵.) pour toute l'île de France. Son nom de guerre est Rol, en hommage à son compagnon de la Bataille de l'Ebre (1938) mort à ses côtés.

Auparavant, en septembre 1943, le Comité Parisien (clandestin) de Libération avait désigné André Tollet comme Président, avec André Carrel comme vice-président : il joue le rôle, pour le C.N.R., d'un conseil municipal parisien pour préparer l'insurrection, "inséparable de la libération" avait déclaré Charles de Gaulle, chef du G.P.R.F¹⁶. depuis le 3 juin à Alger. Utiliser les forces populaires (tout en les contrôlant) est pour lui une nécessité - tout comme la libération de la capitale - pour obtenir la reconnaissance de son pouvoir par les Alliés Américains et Anglais (Staline l'a déjà fait). Rol-Tanguy est issu des F.T.P., principale composante des F.F.I.

Le 14 juillet 1944, à la faveur de l'avance des Alliés depuis la Normandie et du recul allemand à l'Est et en Italie, 100 000 manifestants chantent "la Marseillaise" à l'Etoile, chose interdite, la police laisse faire! C'est un signe : le rapport des forces change...

Rol a peu d'armes et ne peut affronter des blindés en guerre classique. Mais il peut paralyser leurs mouvements par des barricades, des crève-pneus faciles à fabriquer, des bouteilles incendiaires...

Il contraint ainsi l'ennemi (20 000 hommes environ) à se cantonner dans quelques poches (Sénat, Caserne Prince-Eugène, Ecole Militaire, etc....). Et la grève insurrectionnelle qui éclate dès le 10 août rend impossible à exécuter l'ordre de Hitler de faire sauter la ville ou même ses ponts : ce serait suicidaire pour les troupes occupantes.

Rol installe son P.C. dans les Catacombes, place Denfert-Rochereau, où il dispose d'un réseau téléphonique : celui du service d'assainissement parisien.



Colonel Rol Tanguy
commandant des FFI île de France

Il parvient à prendre contact avec les éléments avancés de l'armée Patton (U.S.A.) qui, non sans hésitation, accepte (sur pression de Charles de Gaulle) de détacher sa « 2^{ème} D.B. ». (Leclerc).

¹⁵ CNR Conseil National de la Résistance

¹⁶ GPRF Gouvernement Provisoire de la République Française

On connaît la suite : le 24 à 21h 22, le Capitaine Dronne avec les hommes de la 9^{ème} compagnie ("Nueve") parcourt l'itinéraire de la Porte d'Italie à l'Hôtel de Ville et arrive sous les vivats avec ses 11 véhicules, dont 8 half-tracks portant des noms de victoires sur Franco et servis par des équipages républicains espagnols

Le 25, Leclerc arrive de la Porte d'Orléans et installe son P.C. à la gare Montparnasse. Von Choltitz, à l'hôtel Majestic, (avenue Kléber), se rend et c'est comme prisonnier qu'il signe ici sa capitulation entre les mains de ses deux vainqueurs : un "régulier" (Leclerc) et l'autre, infâmant pour un aristocrate prussien : le chef des FFI Rol-Tanguy. Le 26, c'est De Gaulle qui, en bougonnant un peu, entérine la procédure : l'aristocrate militaire qu'il est, fait de Rol un Compagnon de la Libération. Mais pas un général...
La page Rol-Tanguy est tournée, celle de De Gaulle commence.



Robert Doisneau/agence Rapho